

Publié le 22 mars 2021

Les Epl dans la presse (22 mars 2021)

Comment les journaux relaient les actions des Entreprises publiques locales ? Toutes les semaines, nous épluchons la presse généraliste et spécialisée. Une chose saute aux yeux : les Epl sont à la proue des divers plans de relance, qu'ils émanent de l'Etat ou des collectivités territoriales. Et leur fameuse agilité permet à de nombreux dossiers d'avancer rapidement.



Marseille mise sur les Epl pour activer sa transition écologique

Sur le site en ligne [Made in Marseille](#) (17 mars 2021), on apprend que « la Ville de Marseille étudie la mise en place d'un revenu de transition écologique **Quelles solutions pour financer la transition écologique ?** Monnaies locales, coopératives citoyennes, **sociétés d'économie mixte** mais aussi revenu de transition écologique. La Ville de Marseille va étudier la mise en œuvre de cet outil », peut-on y lire.

L'eau, ce bien public...

« Contre la financiarisation, nous devons faire le choix en Ile-de-France d'une gestion publique de l'eau ». C'est ainsi que **Philippe Rio, maire (PCF) de Grigny (Essonne) et vice-président de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart**, chargé des transitions énergétique et écologique et du cycle de l'eau, s'insurge, dans une tribune au [Monde](#) en date du 18 mars 2021, contre la « mainmise » des opérateurs privés et « **préconise une gestion publique globale de l'eau** », indique le journal. D'autres métropoles avancent sur le sujet ces derniers mois. « Face à cette financiarisation rampante, de nombreuses métropoles françaises, comme Grenoble, Nice, Lille, Strasbourg, Paris, Rennes, Nantes, Montpellier et maintenant Lyon et Bordeaux, ont déjà fait le choix précurseur d'une gestion publique de l'eau. **Avec des citoyens et des militants engagés, ces collectivités locales se sont dotées, grâce à des entreprises publiques locales, de compétences humaines, techniques et juridiques de premier plan pour rivaliser avec le privé** ». Et une des solutions en la matière reste bien sûr le recours à la SemOp...

A Toulouse, une Cité du Rugby va voir le jour

Dans son édition du 15 mars, [La Dépêche du Midi](#) annonce que « **la présidente du conseil régional Occitanie, Carole Delga (PS), s'engage dans le projet de Cité du Rugby**, portée par le Stade Toulousain. Elle annonce la réalisation d'une cité de tous les rugbys, de France et du monde entier, à l'horizon 2026 sur le site d'Ernest-Wallon ». La région du rugby, c'est l'Occitanie, clame-t-elle à juste titre. Et de préciser : « **Nous avons commencé à travailler avec la société d'aménagement de Toulouse Métropole Opidéa**, l'Agence régionale d'aménagement et le comité régional du tourisme pour élaborer un cahier des charges qui donnera lieu à deux études : une sur les espaces urbains qui sera portée par Toulouse Métropole et l'autre sur l'expérience rugby menée par la Région. On va définir la répartition du financement dans les prochaines semaines ».

Zéro artificialisation nette, la Sebl Grand Est se mobilise

« [La Sem régionale Sebl Grand Est](#) se positionne comme un opérateur de service de cet objectif et des collectivités du territoire, confrontées à la complexité croissante de leurs missions d'aménagement », écrit « [Les Affiches d'Alsace et de Lorraine](#) », dans son édition du 16 mars 2021. **Jérôme Barrier, directeur de la Sem, y est interrogé dans le cadre d'un gros dossier** : « On a une croissance des besoins parce que de moins en moins de gens habitent dans la même maison. Donc, le besoin en surface habitable global est en croissance. En même temps, on constate que la consommation de foncier naturelle ou agricole est trop importante. **On a cet effet ciseau : il faut trouver de plus en plus de logements et il y a de moins en moins de foncier** ». Friches, constructions verticales, etc. L'expertise des Sem d'aménagement sera forcément sollicitée dans les prochains mois.

Pour une relance... Foncière à Avignon

Dans son édition du 18 mars, La [Provence](#) donne la parole à Cécile Helle, maire d'Avignon. Cette dernière entend mettre en œuvre un plan de relance à l'échelle de la ville, passant notamment par l'adoption d'un **Plan pluriannuel d'investissement (PPI) entre 2021 et 2026 de 273 millions d'euros**. « **La création d'une foncière commerce répond au souhait de défendre le commerce de proximité** », assure le journal. « Une étude de préfiguration a été confiée à la [Semaest, société d'économie mixte de la Ville de Paris \(pour un coût de 35 000 €\)](#). Le but est d'acquérir des locaux vacants pour faciliter l'installation de commerçants, artisans, créateurs et artistes », explique le journal.

Issy-les-Moulineaux fonce vers l'hydrogène décarboné

La mairie d'Issy-les-Moulineaux lance un appel à projets pour implanter sur son territoire une station à hydrogène décarboné, peut-on lire dans [Les Echos](#) (18 mars 2021). Une énergie propre pour alimenter les véhicules. « Cette plateforme logistique sera semi-enterrée et au lieu de recouvrir son toit d'une simple dalle, celui-ci sera transformé en jardin partagé », explique **Raymond Loiseleur, directeur général de la Spl Seine Ouest Aménagement, porteur du projet pour la Ville d'Issy-les-Moulineaux**.

L'Agence Française de Développement (AFD) et la Spl Martinique Aménagement et Equipement (MAE) veulent booster les projets des communes

On découvre dans [France Antilles](#) (16 mars 2021) que **la Spl MAE et l'AFD Martinique** ont conclu un partenariat pour pallier au « **manque d'ingénierie dans les communes** ». « Ce partenariat est le fruit d'une année de travail commun au service des collectivités et en particulier des communes », **explique d'emblée Diane Montrose, la présidente de la Spl**. « Il est vrai que les mairies manquent souvent de moyens. Ce qui est pénalisant dans la réalisation de leurs projets », constate le journal. « C'est dans ce contexte qu'intervient la Spl Mae », se réjouit France Antilles.

« Mon shopping, c'est Calais » cartonne !

Dans l'état de sidération du premier confinement, une initiative a crevé l'écran : « [Mon shopping, c'est Calais](#) ». Lors des deux prochains week-ends du mois de mars, où le confinement est de mise, le site Internet « Mon shopping c'est Calais » met en place quatre opérations commerciales. **Une somme de 12 000 euros a été allouée à ces opérations par la société publique locale en charge du site, révèle la Voix du Nord (17 mars 2021)**.